

La relance des charbonnages du Nord/Pas-de-Calais est impossible et la fermeture est inéluctable

Pierre Garcette
Lille (F)

Peut-on, oui ou non, relancer l'activité charbonnière dans le Nord/Pas-de-Calais? Jusqu'à ces dernières années, la cause paraissait entendue. Puis la crise du pétrole est survenue. Dans une déclaration fracassante, Georges Marchais a annoncé qu'il existait dans la région des gisements profonds que l'on pourrait exploiter par la technique nouvelle de la gazéification. En janvier dernier, dans le cadre du «plan d'urgence» le conseil régional du Nord/Pas-de-Calais estimait à la fois nécessaire et possible d'augmenter sensiblement la production et de la porter de 6 millions de tonnes (chiffres actuel) à 10 millions de tonnes. Tout récemment, un volumineux rapport établi par ORGECO aboutissait aux mêmes conclusions.

Que faut-il en penser? Il semble que l'on puisse résumer le problème d'une seule phrase. Dans une certaine mesure, les conditions psychologiques sont favorables, mais les conditions techniques interdisent tout espoir.

Sur le plan psychologique, il est impossible d'oublier la place exceptionnelle qu'ont tenue les Houillères dans l'économie régionale. Il fut un temps où la production atteignait 30 millions de tonnes, correspondant à la moitié du charbon français et au quart de l'énergie nationale. Il fut un temps où les Houillères employaient 220.000 agents et faisaient vivre direc-

tement ou indirectement un million de personnes, soit le quart de la population de toute la région.

Peut-on évoquer quelques souvenirs? Le plus frappant est celui de la «bataille du charbon», ardemment engagée et finalement gagnée dans les années qui suivirent la Libération. La volonté dans le pays minier de contribuer au redressement national était alors extraordinaire. On ne ménageait aucun effort pour atteindre «les 100.000 tonnes par jour». J'entends encore Auguste Lecœur, député maire de Lens, dauphin de Maurice Thorez, prononcer devant plus de 10.000 mineurs, dans un meeting où régnait une ambiance exceptionnelle, cette phrase incroyable: «S'il faut pour atteindre les objectifs de production que des hommes meurent à la tâche, eh bien les femmes les remplaceront!» Incroyable, mais authentique.

A-t-on conscience de ce que représentait alors la puissance des Houillères, la cohésion, l'organisation, l'emprise quasi totale sur un gisement long d'une centaine de kilomètres?

Un directeur de groupe disait: «J'ai 14.000 mineurs, 22.000 maisons» et de parler de dizaines de kilomètres de voirie, de routes, d'hôpitaux, de dispensaires, de terrains de football, d'églises, de presbytères, de terrains de boules, etc... Faut-il rappeler que la patrimoine des Houillères a compté jusqu'à 113.000 maisons?

Faut-il rappeler les caractéristiques du statut du mineur? Qu'on s'en indigne ou qu'en s'en félicite, peu importe. Le mineur se sent protégé. La maison individuelle aux pièces peu nombreuses mais vastes, le chauffage, la médecine gratuite, bien entendu, mais aussi la sécurité de l'emploi, les coopératives, les colonies de vacances, les séjours à la Napoule (dans le Midi), les possibilités de formation, les bourses des mines, la retraite, la «brocante», le jardin, l'atmosphère chaleureuse des corons.

Au moment où la reconversion industrielle du bassin fut jugée inévitable, une enquête approfondie révéla que 85 % des mineurs «faisaient confiance aux Houillères» pour la mener à bien.

Faut-il souligner la mentalité de l'encadrement? Il y a peu d'hommes qui soient aussi passionnés par leur métier. Un dé-

jeuner au Cercle des Ingénieurs, rue Fortier à Douai, près de la direction générale, est révélateur. De quoi parlent donc ces ingénieurs, qui ont de 15 à 20 ans de «fond» et qui sont maintenant confrontés à des tâches administratives? Ils parlent du «fond» inlassablement, avec passion, avec nostalgie. Ils gardent tous le regret de la vie rude qu'ils ont menée, une vie faite de risque, d'efforts physiques, «d'engueulades» sonores, de chaleur humaine et de solidarité. Le «fond» c'était leur vie. Et la mine c'était vraiment l'affaire de leur vie.

Oh, certes, il y a les accidents mortels, les catastrophes, celle de Liévin par exemple. Il y a surtout la silicose, ou si l'on préfère, la pneumo-coniose. De très importants efforts ont été accomplis pour lutter contre cette maladie épouvantable et des résultats appréciables ont été obtenus. Mais la silice n'est pas la même partout et ne produit pas partout les mêmes effets. Celle du Nord/Pas-de-Calais est particulièrement redoutable. Et le bassin minier du Nord/Pas-de-Calais a le triste privilège de compter le plus grand nombre d'ouvriers et de retraités atteints par cette maladie. Huit cents mineurs meurent chaque année de la silicose.

La mine est-elle pour autant maudite pour les mineurs? Oui et non. Dans le passé, les mineurs disaient volontiers à ceux de leurs enfants qui n'aimaient pas l'école; «si tu ne travailles pas, t'iras à l'fosse». La mine et surtout le «fond», ils n'en veulent plus pour leurs enfants... et d'ailleurs ils n'y vont plus. Mais si les Houillères pouvaient durer...

Quand le parti communiste se fait le champion de la poursuite et du développement de l'extraction charbonnière il sait ce qu'il fait. Non seulement c'est le moyen de maintenir pour lui quantité d'organismes divers dans une région où il est depuis longtemps solidement implanté, et cette considération-là, n'en doutons pas, compte beaucoup, mais il connaît assez la mentalité populaire pour savoir qu'en demandant une prolongation de l'activité charbonnière, il ne va pas à contre courant de ce que souhaite la population.

Si l'on ajoute que, pour tous ceux qui ne connaissent pas la mine ni les caractéristiques du gisement, le charbon a repris droit de cité depuis la crise du pétrole, on comprend pourquoi

les conditions psychologiques sont en vérité rassemblées pour que l'on poursuive et que l'on développe l'extraction.

C'est malheureusement impossible et voici pourquoi: il faut tenir compte, d'abord et avant tout, des caractéristiques du gisement. Ce n'est quand même pas un gisement neuf! Il est exploité depuis... 250 ans. On en a extrait plus d'un milliard de tonnes.

S'agit-il des veines? Celles-ci sont minces. La hauteur moyenne est de 80 centimètres. Le gisement est «tourmenté», comme disent les techniciens. Autrement dit, les veines sont irrégulières. Leur tracé est imprévisible. Il s'agit bien entendu de caractéristiques générales. Il y a de ci de là quelques bons «panneaux» ... et c'est la fête quand on les découvre! Mais dans l'ensemble, ce qui reste est médiocre. Tellement médiocre que l'on retire en moyenne deux à trois tonnes de matières pour une tonne de charbon.

De surcroît, la poursuite de l'extraction oblige à creuser de plus en plus profond, ce qui accroît la difficulté technique, mais pose aussi des problèmes humains. A 1.100 mètres, par exemple, la température des roches est de 45 à 50 degrés, et l'on n'a pas encore trouvé le moyen de climatiser les galeries!

Parlons du rendement pour signaler d'abord les efforts exceptionnels qui ont été accomplis. A la libération, le rendement par homme et par poste n'était que de 800 kilos. On a atteint les 2.000 kilos. Pour y parvenir, on a mis en œuvre des moyens techniques considérables. On a fait appel à des machines très complexes, les haveuses intégrales, le soutènement marchant, etc.

Sur le plan technique, disons-le sans chauvinisme, les ingénieurs et les mineurs du Nord/Pas-de-Calais sont les champions du monde. Les Anglais, les Allemands et tant d'autres qui viennent souvent à Douai le reconnaissent. (Quand on a voulu percer le tunnel sous la Manche, c'est aux techniciens des Houillères qu'on a fait appel.) En vérité, il n'existe pas sur la planète de gisements aussi difficiles dont on poursuive encore l'exploitation.

Aujourd'hui, le rendement, après avoir chuté pendant quel-

ques années, est redevenu voisin de 2.000 kilos (1.921 en 1977, 1.994 en 1978). Mais il est de 4.500 kilos en Lorraine, de 5.000 kilos dans la Ruhr et en Grande-Bretagne. Aux Etats-Unis, il est de 14 tonnes dans les mines souterraines et de 40 tonnes dans les mines à ciel ouvert.

A propos du rendement, il faut attirer l'attention sur un détail technique: l'importance des travaux préparatoires. Il ne suffit pas de descendre au fond pour obtenir du charbon. Il faut bien préparer les galeries, le chantier, amener les machines et les équipements. Dès lors, si les travaux préparatoires sont importants (mais ce n'est pas le seul paramètre) il se peut que le rendement baisse. Inversement, quand la fermeture d'un puits est décidée, quand il n'y a plus, dès lors, de travaux préparatoires, le rendement augmente puisque l'ensemble de la production du puits se répartit sur des hommes qui sont tous productifs. Et c'est ainsi que l'on ferme un puits au moment où, en apparence, - mais ce n'est qu'une apparence - le rendement n'a jamais été aussi élevé.

Parlons des hommes. S'il y avait 220.000 mineurs à la Libération et s'il reste aujourd'hui 32.000 agents, il faut quand même savoir que les HBNPC n'ont, jusqu'à présent, jamais licencié personne. Sauf pour faute lourde, évidemment. La réduction des effectifs s'est faite pour l'essentiel par les départs volontaires. Les mises à la retraite anticipée ont été peu nombreuses.

S'il n'y a pas eu de licenciements, il faut savoir aussi que depuis vingt ans il n'y a jamais eu assez de mineurs pour atteindre les objectifs de production, même quand ces objectifs, à partir de 1968, ont été révisés en baisse sensible. Quand on examine les rapports de gestion des Houillères, on constate qu'il a manqué en permanence, depuis le début des années 60, environ deux à trois mille mineurs pour obtenir les résultats prévus. La seule année où les résultats ont été supérieurs aux prévisions - de 200.000 tonnes! - a été l'année 1978.

S'agit-il du recrutement? Sans doute a-t-on freiné l'embauche à partir de 1959, et davantage encore à partir de 1968 lorsque M. André Bettencourt fit savoir que, jusqu'en 1975, il fallait

que la production des HBNPC passe de 20 à 10 millions de tonnes.

Mais à partir de 1974-1975, quand on a voulu, à juste titre, freiner la récession charbonnière, que s'est-il passé? Malgré la crise de l'emploi, les demandes ont-elles été nombreuses au bureau de recrutement? Pas du tout. Les nouveaux embauchés, malgré des conditions favorables - et notamment six mois de formation, le statut de mineur, la garantie d'un emploi stable pendant plusieurs années (où trouve-t-on cela?) - sont-ils restés longtemps? La moitié des nouveaux embauchés s'en est allée au bout d'un an.

S'agit-il de la production proprement dite? A l'heure actuelle, il y a 32.000 mineurs dont 15.000 au fond. Sur les 15.000 mineurs au fond, il y en a 5.000 à l'abatage, c'est-à-dire à la production essentielle. Sur les 5.000 «abatteurs», il y a 3.000 marocains. Autant dire que les trois cinquièmes de la production des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais sont assurés par des Marocains. Autant dire que si ces Marocains voulaient rentrer chez eux, on serait dans l'obligation de fermer le bassin minier dans les trois mois.

Telle est la réalité. Dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, le rendement par homme et par poste est extrêmement faible. Le gisement s'appauvrit et son exploitation devient de plus en plus difficile, techniquement et humainement. La main-d'œuvre fait défaut. Mais nous n'avons pas encore parlé des finances.

A l'heure actuelle, le charbon du Nord/Pas-de-Calais coûte 6 centimes la thermie. Au cours mondial, le charbon vaut 3 centimes. Le concurrent du charbon du Nord, ce n'est pas le pétrole, c'est le charbon, tout simplement. Vive le charbon? D'accord. Mais non pas, malheureusement, le charbon du Nord.

Parlons du déficit. Non pas pour critiquer les Houillères. Depuis la Libération, s'il y a eu des exercices positifs, il y a eu peu d'exercices bénéficiaires, peu de bénéfices. Mais parfois, quand même, de temps à autre, des comptes équilibrés. Les Houillères n'ont pas été maîtres de leurs prix de vente. Il fut

un temps où le prix du coke livré à la sidérurgie était anormalement bas. Quoi qu'il en soit de ces particularités, il reste que depuis des années les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais sont en déficit et que ce déficit va en grandissant. C'est ce déficit énorme qui a conduit le gouvernement, en 1968, à prévoir la réduction de l'extraction et la fermeture du bassin.

Pour l'année 1978, le déficit réel est de 1.625 millions de francs. Les recettes commerciales de l'entreprise ne couvrent plus les frais de personnel et de fournitures. Sans l'aide de l'Etat à la production, les HBNPC accuseraient une perte d'exploitation de l'ordre du tiers de leur chiffre d'affaires.

La différence entre le prix de revient d'une tonne de charbon (436,47 F) et son prix de vente au départ de la mine (275,93 F) est de 162,54 F: Ce déficit réel ira en s'accroissant. Ce déficit n'est concevable que pour des raisons sociales. On doit savoir que si les Houillères ont réussi le tour de force de réduire leurs effectifs de 220.000 personnes à 32.000 agents sans jamais licencier personne, c'est au prix de dépenses considérables. Dépenses dont il serait indécent de s'indigner: les mineurs ont rendu assez de services au pays pour qu'ils aient droit à la solidarité nationale.

Mais quand les conditions techniques sont celles que nous avons décrites, quand les charges financières sont d'une telle importance, il est impossible de ne pas qualifier d'irréalisables et déraisonnables la position du Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais, les conclusions du rapport ORGECO, quand ils préconisent avec un bel ensemble de porter la production du bassin du Nord de 6 à 10 millions de tonnes.

Nous avons lu le rapport ORGECO. Il comporte la bagatelle de 239 pages. Mais il n'y a pas un mot, il n'y a pas un chiffre sur les modalités de financement, la localisation des gisements qu'il faudrait exploiter, le temps qu'il faudrait pour parvenir aux résultats escomptés, les résultats financiers que l'on pourrait en attendre.

S'il existait dans le bassin des gisements qui permettent d'obtenir un rendement meilleur, croit-on vraiment qu'on les négli-

gerait? Croit-on vraiment que les ingénieurs - dont nous avons dit la passion qu'ils avaient pour leur métier - se résigneraient à l'abandon progressif d'un bassin qui leur est si cher? Mais s'il n'existe pas de gisements qui permettent de dépasser le rendement moyen de 2.000 kilos, si l'on continue de perdre au minimum 160 F par tonne, et si, de surcroît, il n'y a pas de main-d'œuvre, comment peut-on prendre au sérieux l'objectif des 10 millions de tonnes?

Puisqu'il n'y a pas de chiffres, donnons-en. En précisant qu'ils ne sont pas officiels: le creusement d'un puits nouveau demande environ 5 à 7 ans de travaux. La dépense, chaque année, est de l'ordre de 10 à 15 millions de francs. Pour des résultats qui ne sont pas garantis. Pour un rendement que l'on peut estimer être de l'ordre de 400.000 tonnes par an environ, si tout va bien. Et pour du charbon dont le prix de revient sera de toute façon beaucoup plus élevé que le prix de vente.

On répondra que la situation présente est la conséquence d'une politique qui visait à la liquidation des charbonnages! Souvenons-nous des conditions psychologiques que nous évoquions quand on ferme un puits. Est-ce le gouvernement, est-ce la direction générale qui prend la décision? Non, c'est le chef de siège, passionnément attaché à son métier qui, finalement déclare qu'il ne peut plus rien retirer du secteur qu'on l'a chargé d'exploiter.

Que le gouvernement français, sur un plan général, ait choisi le pétrole à un moment donné, à partir de 1959, de préférence au charbon, qui donc le niera? Mais quel pays occidental a choisi une autre politique? Qui est-ce qui a obligé les Français à installer des chaudières au fuel plutôt que des chaudières au charbon? Ils se sont décidés librement. De quels sarcasmes n'étaient pas accablés ceux - dont nous étions! - qui, en 1956, au moment de la guerre de Suez, attiraient l'attention sur la sécurité d'approvisionnement? Quand donc le syndicat C.G.T. d'E.D.F., qui prive si facilement les Français de courant pour des raisons secondaires, a-t-il fait grève en période d'expansion pour demander que les centrales électriques soient approvisionnées au charbon et non pas du fuel?

Inutile de revenir sur le passé. Le présent est là et il n'est pas drôle. Dans le Nord/Pas-de-Calais, on a freiné le plus possible la réduction - inéluctable - de l'extraction charbonnière. Alors que la chute de l'extraction était de l'ordre de deux millions de tonnes par an, on est passé à 500.000 tonnes. On a retardé et on retardera le plus possible la fermeture des puits. Un seul exemple: le siège 6 de Bruay, dont on avait annoncé la fermeture pour l'année 1976, a vu son activité prolongée jusqu'en septembre 1979. On gratte et on grattera tout ce qu'il est possible de gratter et on continuera d'exploiter les terrils pour les centrales, de récupérer le grisou, on fera tourner les cokeries avec du charbon d'importation, on reconvertira au charbon toutes les centrales électriques où il est techniquement possible de le faire. Mais un jour viendra où tous les puits seront fermés. En 1968, on parlait de 1980: nous y sommes. On durera peut-être jusqu'en 1983, peut-être même jusqu'en 1985. Mais la fermeture complète est inéluctable à échéance rapprochée, parce qu'il n'y a pas, techniquement, humainement et financièrement, d'autre solution possible.

Quand les dirigeants, les ingénieurs des Houillères - que nous connaissons depuis trente ans! - nous donnent les arguments que nous avons évoqués, ils le font sans plaisir et même avec une sorte de révolte, indignés qu'ils sont qu'on puisse les soupçonner de ne pas tout faire pour prolonger la vie du bassin et qu'ils puissent accepter sans raison valable une fermeture qui ne serait pas inéluctable.

Reste l'aspect politique du problème: il n'est pas mince et nous l'avons souligné. ORGECO dont l'étude a été financée par le Conseil Régional, et payée 470.000 F., entretient des «liens étroits» avec le parti communiste. Comme pour la gazéification, dont nous allons parler, il s'agit de faire croire que seule la volonté du gouvernement s'oppose à des solutions salutaires pour le pays.

S'il n'y a guère d'espoir raisonnable de prolonger l'activité du bassin minier du Nord/Pas-de-Calais au-delà des années 1983-1985, n'y-a-t-il donc aucun espoir du côté de la gazéification du charbon? Le problème doit être examiné avec

attention, et d'ailleurs, il l'est. Au moment où l'approvisionnement du pays et de l'Europe en énergie pose tant de redoutables problèmes, il ne serait pas tolérable de manquer une chance, si faible soit-elle, de diminuer notre dépendance énergétique. Où en est-on à l'heure actuelle?

Les études et les expériences de gazéification des charbons sont conduites en Europe selon deux orientations générales. Tout d'abord, la récupération d'un gaz pauvre d'une puissance calorifique de l'ordre de 2 thermies par mètre cube pour la production de vapeur destinée à l'alimentation de centrales électriques thermiques. C'est l'objectif initial du projet belgo-allemand mis en œuvre en application de l'accord conclu en octobre 1976 entre le gouvernement belge et celui de la République Fédérale pour la réalisation de l'expérimentation en cours sur la site de Thulin, dans le Borinage belge.

Ensuite, la production d'un «gaz naturel de substitution» selon le schéma de principe adopté par le groupe d'étude constitué en France au début de l'année 1977 par les Charbonnages de France, l'Institut français du pétrole et gaz de France, auxquels le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) apporte son concours technique.

Selon ce schéma, il s'agit de gazéifier sur place le charbon en injectant, par une série de sondages, de l'oxygène sous haute pression et d'extraire, par d'autres sondages, un gaz ayant un pouvoir calorifique voisin de 2,6 thermies par mètre cube. Ce gaz est ensuite traité dans des installations de surface pour être transformé en un gaz ayant un pouvoir calorifique d'environ 9 thermies par mètre cube qui le rend comparable au gaz naturel.

Les communautés européennes ont manifesté l'intérêt qu'elles portaient aux deux projets en présence, en décidant d'apporter au maître d'ouvrage, une aide financière s'élevant à 40 % du devis de la première phase des études et des travaux répartis sur quatre ans.

Ce financement européen facilitera les échanges d'information sur les méthodes et les résultats des expériences en cours qui sont appelées à se poursuivre pendant de nombreuses années.

Cela dit, revenons au Nord. Comme on le sait, la technique de la gazéification consiste à brûler sur place le charbon et à recueillir le gaz de combustion. C'est une technique très séduisante à première vue pour les gisements profonds comme ceux du Nord/Pas-de-Calais. Mais puisque le charbon brûle au fond, on ne recueille qu'une faible partie de l'énergie. Le gaz que l'on obtient est de l'oxyde de carbone.

Des expériences qui ont été faites aux Etats-Unis et en Union Soviétique ont porté sur des gisements réguliers très épais de l'ordre de 6 mètres à faible profondeur - 200 mètres environ - et dans des zones inhabitées. Le gisement du Nord/Pas-de-Calais est irrégulier, les veines sont minces et s'enfoncent au-delà de 1.000 mètres. L'urbanisation est dense.

Les inconvénients paraissent donc sérieux, c'est le moins qu'on puisse dire. Ils viennent de ce qu'il est extrêmement difficile de maîtriser le gaz qui peut polluer les nappes d'eau souterraines et qui peut surtout s'enfuir.

Si l'on a entrepris aussi des recherches pour la gazéification du charbon dans le cas de veines minces à grande profondeur, l'inconvénient majeur vient de la sécurité. Dans le cas du bassin minier du Nord/Pas-de-Calais exploité depuis très longtemps, le sous-sol est traversé par des milliers de kilomètres de galeries dont beaucoup sont abandonnées, ce qui explique les affaissements miniers actuels. Si l'on brûle du charbon au fond, on obtiendra, bien sûr, du gaz mais la combustion du charbon laissera des vides et risquera de provoquer des affaissements supplémentaires, même des failles.

Comment contrôler la combustion du charbon qui risque de se propager n'importe où? Comment empêcher que le gaz, en cheminant à travers les terrains et les galeries abandonnées, n'apparaisse en surface dans des endroits inattendus, dans les caves de particuliers, par exemple? Or l'oxyde de carbone, s'il est incolore et inodore, est extrêmement toxique. Il est même mortel à partir d'une très faible concentration.

La gazéification du charbon, si séduisante au premier abord, apparaît donc comme particulièrement inadaptée dans le cas d'une urbanisation aussi dense que celle du bassin minier du Nord/Pas-de-Calais. Certains estiment même qu'en cas d'ac-

cident, il serait trop tard pour agir et qu'il n'y aurait d'autre solution que l'évacuation immédiate de la zone concernée.

Mais il s'agit de la gazéification souterraine à faible profondeur. A très grande profondeur, il est possible que l'on puisse tenir pour négligeables les inconvénients et les risques signalés en raison de l'étanchéité des terrains. Mais aucune expérience déterminante n'a encore été réalisée. Les partisans les plus déterminés de cette formule estiment qu'il faudra encore dix à vingt ans de recherches avant de généraliser le procédé. C'est ce qui les pousse d'ailleurs à réaliser, avec raison et détermination, des recherches.

Mais il est peu probable qu'une généralisation de cette technique soit entreprise rapidement, même après la mise au point éventuelle du procédé dans une région aussi dense que celle du Nord/Pas-de-Calais. On souhaitera légitimement une expérience déjà éprouvée en raison des dangers déjà soulignés.

En définitive, dans cette affaire, toute la question est de savoir si l'on peut laisser entendre que cette technique nouvelle créera des emplois nouveaux nombreux alors que, de toute évidence, il n'en sera rien. Toute la question est de savoir si l'on peut présenter comme quasiment certain ce qui n'est encore que possible et même pas encore probable. Force est de constater que l'optimisme de certains chercheurs en 1977 à Douai n'a pas été confirmé, et de loin, par les résultats. Toute la question est de savoir si l'on peut présenter comme dépendant des seuls gouvernements ce qui ne dépend, en vérité, que de la science.

Bref, tout dépend de l'idée que l'on se fait de ceux auxquels on s'adresse.

Les charbonages du Nord/Pas-de-Calais ont connu une longue histoire, et ont rendu à la France d'immenses services. Mais on va bientôt tourner la page. Inéluctablement.

Samenvatting:

Is een relance van de steenkoolindustrie in de Nord/Pas-de-Calais mogelijk? Tot voor kort leek de zaak afgedaan, maar met de petroleumcrisis dringen sommigen aan op een gevoelig verhoogde produktie. Anderen zijn voorstander van steenkoolvergassing.

De steenkoolmijnen in het departement Nord/Pas-de-Calais zijn van zeer grote betekenis voor de regionale economie. De productie bedroeg ooit 30 miljoen ton, d.i. de helft van de totale Franse productie, en 200.000 mensen vonden er hun broodwinning. Het patrimonium van de mijnen telde 113.000 huizen plus daarbij hospitalen, dispensaria, kerken, sportvelden en een uitgebreid wegennet.

Ondanks de dodelijke ongevallen en de silicose, waaraan jaarlijks 800 mijnwerkers sterven, blijven de mensen aan hun mijn gehecht. En ook al zien ze niet graag hun eigen kinderen in de mijn afdalen, toch zouden ze wel wensen dat de steenkoolindustrie blijft voortbestaan. Voeg daar de petroleumcrisis aan toe en het wordt duidelijk waarom de voortzetting van de steenkoolontginning in Noord-Frankrijk weer wordt verdedigd. Maar technische, menselijke en financiële redenen pleiten ertegen.

De Noordfranse steenkoollagen zijn erg onregelmatig. 250 jaar al duurt de ontginning en men moet hoe langer hoe dieper graven. Dat stelt niet alleen technische maar ook menselijke problemen: op 1100 m diepte stijgt de temperatuur tot 45 à 50 graden. Dank zij nieuwe technieken bedraagt het rendement vandaag de dag 2000 kg per man tegen 800 kg bij de bevrijding. Maar in Lotharingen is dat 4500 kg, in de Ruhr en in Groot-Brittannië 5000 kg, in de V.S.A. 14.000 kg in de ondergrondse en 40.000 kg in de bovengrondse mijnen.

Na de Tweede Wereldoorlog waren hier 220.000 mijnwerkers, nu zijn er nog 32.000, zonder dat iemand werd afgedankt. De laatste twintig jaar waren er niet genoeg mijnwerkers om de beoogde productie, die sinds 1968 steeds maar kleiner werd, te realiseren. Ondanks de werkeloosheid bieden bij de mijnen zich weinig werkzoekenden aan, en van degenen die dit goed betaalde werk beginnen, is de helft na een jaar al weer weg. Drie vijfde van de arbeiders die tegenwoordig de eigenlijke productie verzekeren, zijn Marokkanen.

Dan is er nog de financiële toestand van de mijnexploitatie. De steenkolen kosten hier nu 6 centimes per therm, het dubbele van het wereldgemiddelde. Niet de petroleum bedreigt de steenkolen, maar de steenkolen zelf. De mijnen werken al jaren met verlies. In 1968 besloot de regering ze te sluiten. In 1978 bedroeg het reële tekort 1625 miljoen FF. Zonder staatssteun zou het verlies tot één derde van het omzetcijfer oplopen. De kostprijs per ton bedraagt 436,47 FF, de verkoopprijs 275,93 FF. Zo'n verlies, dat nog toeneemt, kan alleen om sociale redenen worden geaccepteerd.

We kunnen dus moeilijk begrijpen waarom sommigen de productie van het Noordfrans steenkoolbekken willen opdrijven van 6 tot 10 miljoen ton. De sluiting van de mijnen wordt uitgesteld, de steenbergen („terrils”) worden geëxploiteerd, het mijngas wordt gerecupereerd. Kortom men tracht van alle hout pijlen te maken, maar binnen afzienbare tijd moeten de mijnen toch dicht.

Er zijn mensen die geloven dat de vergassing van steenkolen de redding kan brengen voor het bekken van de Nord/Pas-de-Calais. Maar de vergassingstechniek is niet geschikt voor de steenkoollagen van dit bekken, zeker als het vergassing op kleine diepte betreft. Het is immers erg moeilijk om het gas te beheersen: het kan het grondwater aantasten of ontsnappen en is erg giftig. Men kan zich voorstellen dat de gevolgen daarvan voor een gebied met duizenden kilometer mijngangen, dat bovendien dicht bevolkt is, onoverzienbaar zijn. Misschien zijn de risico's op grotere diepte niet zo zwaar wegens de waterdichte lagen, maar dat moet nog bewezen worden. De veralgemening van de vergassingstechniek is in elk geval nog niet voor morgen.